

DÉCLARATION À LA PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE - SOMMET MED7

29 JANUARY 2019 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci beaucoup Monsieur le président, cher Nicos, merci. Chers collègues, Mesdames et messieurs, je suis très heureux d'être aujourd'hui à Chypre pour la première fois depuis mon élection. Et je veux d'abord tout particulièrement remercier le président ANASTASIADES pour la qualité de son accueil et la qualité des échanges que nous avons eus, d'abord de manière bilatérale, puis avec nos partenaires du sud de l'Union européenne.

La relation bilatérale entre Chypre et la France est excellente, elle se nourrit de coopérations exemplaires, notamment dans le domaine de la défense et de l'énergie. Et en particulier, Chypre constitue en effet un lieu stratégique d'escale pour la marine française, tout particulièrement pour le groupe aéronaval constitué autour du porte-avions Charles de Gaulle. Je tiens beaucoup à cette approche, ces coopérations qui illustrent pleinement cette ambition d'une Europe souveraine, qui se dote des moyens de se protéger elle-même. Et cette coopération, pour moi, constitue un élément important de ce projet européen de la défense que nous avons beaucoup renforcé durant l'année qui vient de s'écouler. Et je tiens une nouvelle fois à remercier ici les autorités chypriotes pour le lien stratégique que nous avons su nouer en la matière et notre entretien, je dois le dire aujourd'hui, a permis d'ouvrir plusieurs nouvelles perspectives pour intensifier encore la relation entre nos deux pays.

L'organisation de ce cinquième sommet des pays du sud de l'Union européenne à Chypre aujourd'hui est symbolique à plus d'un titre. D'abord, c'est une occasion de réaffirmer notre solidarité avec Chypre. Et je veux rappeler ici la nécessité de respecter la souveraineté chypriote et dire combien la France est préoccupée des événements qui ont lieu de manière récurrente au large de Chypre, et vous dire ici à nouveau Monsieur le président, non seulement notre solidarité mais notre soutien. C'est un sujet d'ailleurs que j'ai eu l'occasion d'évoquer à plusieurs reprises avec le président ERDOGAN. Ensuite, organiser ce sommet à Chypre est l'occasion de rappeler notre soutien aux négociations inter-chypriotes, vers une réunification de l'île. Je connais l'engagement du président ANASTASIADES dans ce dossier, qui est un enjeu majeur pour l'Union européenne et pour la stabilité dans la région.

Je crois aussi que ce format, que nous représentons, dit MED 7, est un format politique pertinent. D'abord parce que nous avons une communauté d'approches en matière stratégique, étant tous membres de cette Europe du sud de la Méditerranée et de l'Atlantique. En matière de sécurité, en matière d'énergie, en matière de migration, en matière d'une plus grande intégration de l'Union européenne et tout particulièrement de la zone euro. Nos convergences de vue, notre vision stratégique sont là et, je crois, sont importantes aussi et la coordination que ces réunions permettent d'avoir avec la déclaration de Nicosie aujourd'hui, dont vous avez rappelé les éléments principaux, Monsieur le président, en témoigne. Je ne veux pas revenir sur ce que vous avez à l'instant rappelé mais je voudrais simplement souligner deux, trois sujets.

Le premier, en matière de migrations, Chypre est confrontée au premier chef, comme l'ensemble des pays de la Méditerranée, à l'enjeu des migrations. En 2018, la Méditerranée occidentale est devenue la première voie d'entrée dans l'Union européenne pour les migrants. Mais la pression demeure importante pour l'ensemble de la Méditerranée. Nous avons ce soir eu l'occasion d'évoquer en détail ce sujet pour à la fois défendre une vision intégrée et coordonnée de l'Europe, celle d'ailleurs que nous avons réussi à faire converger au mois de juin dernier dans le cadre du Conseil européen. Mais ce que nous défendons également, c'est une vision pragmatique, opérationnelle, d'une telle solidarité. Et je veux redire ici également un grand merci à Joseph MUSCAT pour la mobilisation exceptionnelle de Malte aux côtés de quelques autres, dont nous sommes, pour avoir, durant ces derniers mois, toujours cherché à trouver des solutions efficaces, humaines et européennes aux opérations de secours en Méditerranée. Plus que jamais, nous en avons besoin et c'est notre intérêt à tous.

À cet égard, au moment où nous parlons, un navire, le Sea-Watch 3, se trouve à proximité de la Sicile avec 47 migrants à bord et nous l'avons dit et nous l'avons évoqué également avec le Premier ministre italien, je pense que cette solidarité dont nous parlons doit être appliquée de manière concrète, pleine et entière. Et je souhaite que nous puissions appliquer les trois principes que la France a constamment soutenus et défendus. Le premier, c'est le respect du droit humanitaire et du droit international maritime, le débarquement dans le port sûr le plus proche et le plus rapide, ici en Italie. Le deuxième, c'est un partage de la prise en charge. La France l'a toujours fait dans un cadre européen. Nous y sommes prêts et je souhaite m'y engager très clairement ce soir, pour ce qui concerne ce navire. Et je veux que ce soit très clair pour tous nos amis italiens. Le troisième, c'est le rappel des principes du droit. Nous devons lutter contre les trafics, toutes les formes de trafic et faire en sorte que les ONG aussi respectent les règles dans le cadre des opérations qui sont à conduire. Tout cela peut et doit devenir un mécanisme permanent et ce fut d'ailleurs l'objet de nos discussions ce soir.

Notre réunion a également permis d'aborder les principaux sujets européens, notamment la lutte contre le réchauffement climatique, le renforcement de la zone euro, et sur ce point, je crois pouvoir dire qu'en effet, nous tenons à une zone euro plus intégrée, à véritablement la défense d'un budget de la zone euro, qui a fait l'objet de nos conclusions, lors du dernier Sommet de la zone euro, et nous souhaitons qu'il y ait véritablement concrétisation des prochaines perspectives financières, de la finalisation de l'union bancaire, mais aussi d'une plus grande convergence économique et sociale entre les pays membres de la zone euro.

Nous aurons l'occasion, tout à l'heure, de revenir sur le Brexit et les conséquences du rejet de l'accord de retrait par la Chambre des Communes il y a deux semaines, ce que nous regrettons. Comme le Conseil européen de décembre l'a clairement indiqué, l'accord de retrait qui a été négocié entre le Royaume-Uni et l'Union européenne est le meilleur accord possible et n'est pas renégociable. A la suite du vote qui a lieu en ce moment à la Chambre des Communes, à Londres, je souhaite que le gouvernement britannique puisse rapidement présenter à notre négociateur, Michel BARNIER, les prochaines étapes qui permettront d'éviter une sortie sans accord que personne ne souhaite, mais à laquelle nous devons tous, malgré tout, nous préparer.

Enfin, dans la perspective des élections européennes en mai prochain et du renouvellement des institutions européennes qui en découlera, nous échangerons, lors du dîner, sur les priorités stratégiques pour l'avenir de l'Europe. Je sais que nous partageons un sentiment d'urgence et il a été parfaitement exprimé ce soir par, je crois, à peu près nous tous. C'est très bien rappelé par Antonio COSTA, lors de notre échange, avec beaucoup de force. C'est notre volonté à tous de cette nécessité d'offrir une vision claire à nos citoyens pour réenchanter le rêve européen, et c'est ce que nous souhaitons faire, à quelques-uns ici. Nous avons aussi nos débats et les élections européennes seront l'occasion de les soumettre au vote des Européens. Jamais une élection au Parlement européen n'aura été si importante pour l'Europe.

Enfin, pour conclure, permettez-moi de dire un mot pour saluer l'action courageuse et déterminante d'Alexis TSIPRAS, ainsi que celle de Zoran ZAEV, Premier Ministre de ce qu'on pourra appeler bientôt la Macédoine du Nord, pour régler un désaccord vieux de près de trente ans, avec l'adoption de l'accord de Prespes. C'est un exemple magnifique pour l'Europe et un message d'espoir pour nous tous, de la capacité du dialogue et de la volonté des hommes à résoudre les conflits. Et ceci doit nourrir beaucoup d'espoir pour notre Europe. Partout où il y a ce qu'on pense être des interdits, partout où l'habitude nous a conduits à ne plus oser nous attaquer, pour l'intérêt de nos peuples, à ces tabous, pour faire avancer et donner une place au courage, conduit à des résultats. C'est dans cet esprit que je souhaite que nous puissions continuer à avancer, que je remercie mes chers collègues pour l'échange de ce soir et que je vous remercie, cher président, cher Nicos, pour votre formidable accueil.

